



L'UE renoue le fil avec Trump, Berne toujours en attente

Pierre-Alexandre Sallier
Julien Culet

Droits de douane Ursula von der Leyen parle de négociations «rapides» sur les taxes douanières. Le même mot que Karin Keller-Sutter, il y a quinze jours.

À mettre sur le compte d'un certain art du «deal» à la new-yorkaise? Concessions, menaces... le rythme des revirements s'accélère dans le bras de fer commercial entre l'administration américaine et l'Union européenne.

Avant-dernier épisode, vendredi. Avec l'évocation par Donald Trump d'un relèvement imminent à... 50% des surtaxes imposées sur les cargaisons en provenance du Vieux-Continent. Panique dans les milieux financiers. Nouvel épisode, dimanche soir. Le président américain annonce – comme d'habitude, à bord du 747 présidentiel le rame-nant vers Washington – qu'une pause serait accordée l'Europe, jusqu'au 9 juillet. La Bourse reprend son souffle, ce lundi.

Au fait, et la Suisse, le pays qui devait être le deuxième à décrocher un accord avec les États-Unis? Les autorités fédérales doivent bien admettre que les discussions «prennent un peu plus de temps que prévu».

Allô, Ursula?

Les tractations avec l'Union européenne redeviennent la priorité. Et pour cause. Les États-Unis ont acheté pour 600 milliards de dollars de marchandises à ces vingt-sept pays – près de 40%

de plus que leurs commandes en Chine. Plus de dix fois la cinquantaine de milliards facturée par les entreprises helvétiques.

Dimanche, Donald Trump a fini par s'entretenir en direct avec Ursula von der Leyen. Plus de quatre mois après son retour dans le bureau ovale, le 20 janvier. La présidente de la Commission européenne menaçait de répliquer par une salve de surtaxes sur certains produits américains, si les nouvelles sanctions envisagées par Washington entraient en vigueur dès la semaine prochaine.

Six semaines pour conclure

L'enjeu était monté d'un cran en fin de semaine, avec la menace, par la Maison-Blanche, de pénalités douanières atteignant non plus 20% – comme brandi début

avril, lors du «Liberation Day» – mais... 50%. Et ce dès le 1^{er} juin. Sans attendre la fin du moratoire de trois mois courant jusqu'au 9 juillet, qui avait été accordé par la Maison-Blanche à la plupart des pays, à l'exception de la Chine. Afin de pouvoir négocier.

L'intimidation aura duré quarante-huit heures. Recul d'une case, dimanche, avec des surtaxes remises en mode pause. Pour six semaines. Présentation de cet échange par la présidente

de la Commission européenne? «L'Europe est prête à faire avancer les négociations de manière rapide et décisive – pour [y] parvenir, nous aurons besoin de temps jusqu'au 9 juillet».

Qu'en pense Donald Trump? «Elle a demandé une prolongation du délai du 1er juin [...] elle m'a dit que nous allions rapidement nous rencontrer et voir si nous pouvions trouver une solution». Les négociations ont repris dès lundi après-midi, avec un nouvel échange entre le commissaire au Commerce Maros Sefcovic et son homologue américain.

«Plus de temps que prévu»

Nouvel élan donc, aux yeux d'Ursula von der Leyen. Qui reprend les propos tenus par Karin Keller-Sutter, le 9 mai à Genève, à la sortie de sa rencontre avec le secrétaire américain au Trésor.

Forte de la promesse que la Suisse ferait partie de la quinzaine d'États prioritaires pour un «deal» avec Washington, la présidente de la Confédération assurait alors vouloir être «le deuxième pays à conclure une déclaration d'intention commune – après la Grande-Bretagne». Confrontée à la menace de surtaxes de 31% frappant les produits «Swiss made» à leur arri-



vée sur les côtes américaines, la ministre des Finances évoquait, avec son homologue à l'économie Guy Parmelin, une «solution rapide».

Elle visait même les «deux prochaines semaines». On y est. «Les discussions n'ont pas été retardées, mais prennent un peu plus de temps que prévu par les deux parties», esquive un porte-parole du Département fé-

déral de l'économie (DEFR), joint ce lundi. Ce dernier confirme que Berne, contrairement à Bruxelles, ne s'est pas vu imposer un nouveau coup de pression – avec ce chantage de pénalités relevées à 50%.

L'objectif reste de «conclure rapidement une déclaration d'intention non contraignante», rappelle-t-on au Département de l'économie. Sans pouvoir donner plus d'infos sur «les discussions

en cours». De son côté, le directeur général de la Swiss-American Chamber of Commerce Rahul Sahgal se veut rassurant en notant que «la Suisse est toujours au bénéfice de la pause générale qui s'achève le 8 juillet». Comme le reste du monde.



La présidente de la Confédération, Karin Keller-Sutter (à g.) et le ministre de l'Économie Guy Parmelin (à d. de dos) face au secrétaire américain du Trésor Scott Bessent (centre, de face) et le représentant américain au Commerce Jamieson Greer (à d. de face), à Genève le 9 mai dernier. AFP

«La Suisse est toujours au bénéfice de la pause générale qui s'achève le 8 juillet.»

Rahul Sahgal
Directeur général de la
Swiss-American Chamber
of Commerce